

Ne laissons pas le champ libre au racisme

La situation sociale continue de se dégrader, marquée par une augmentation du chômage, des inégalités, de la pauvreté et de la précarité. La colère des laissés-pour-compte de cette crise, au lieu de viser les véritables responsables, est détournée vers les boucs-
5 émissaires de tout temps que sont les étrangers ou supposés tels, victimes toutes désignées des discriminations, du racisme et de la xénophobie.

Cette offensive idéologique a fait des dégâts : les idées et les comportements racistes, islamophobes notamment ont pris de l'ampleur et se sont banalisées. Le FN a renforcé son influence.

10 **1. Une situation "nouvelle" ?**

En 2012, un fait politique important est survenu : F. Hollande a remplacé N. Sarkozy, la majorité de l'Assemblée Nationale après celle du Sénat a basculé à gauche.

Le nouveau gouvernement est en place depuis 10 mois.

1.1 Sans papiers : pour l'essentiel, rien n'est réglé

15 En matière d'immigration, quelques-unes des mesures scandaleuses prises par les gouvernements précédents ont été annulées : les étudiants étrangers ayant fini leurs études et souhaitant rester travailler en France peuvent le faire plus facilement ; les conditions d'obtention de la nationalité française sont assouplies ; un nombre très restreint de familles, de salariés et de jeunes présents sur le territoire français depuis longtemps
20 pourront échapper à l'expulsion.

Mais pour l'essentiel, rien n'est réglé !

La liberté de circulation et d'établissement est un droit fondamental. Or la politique d'immigration continue d'être pensée comme une politique de contrôle et non comme une politique d'accueil dans le respect des Droits de l'Homme.

25 Le droit d'asile demande à être effectivement appliqué et les demandeurs d'asile doivent être accueillis dans des conditions dignes prenant en compte leur difficile situation.

La circulaire du 28 novembre 2012 maintient des populations vivant ici depuis longtemps dans la précarité administrative et économique. En répétant que cette circulaire ne permettra ni plus de régularisations, ni moins de reconduites à la frontière, M. Valls, ministre de l'Intérieur, annonce la couleur : pas de rupture avec les politiques de quotas, sécuritaires et racistes d'hier.
30

En prétendant que "la situation économique et sociale interdit" toute régularisation massive des sans-papiers, il fait sien l'amalgame "immigration et chômage" distillé par l'extrême-droite. Ce refus creuse des fossés et favorise les divisions, provoque des
35 réflexes de repli et de rejet de l'étranger.

Des législations d'exception visant les migrants demeurent. Les gardes à vue réaménagées continuent d'exister. Les Centres de Rétention Administrative restent en activité. Des expulsions se poursuivent dans des conditions indignes. La réglementation d'exception à Mayotte n'est pas abolie.

40 1.2 Droit de vote : rien n'est réglé

Le droit de vote et d'éligibilité pour tous les étrangers doit être immédiatement établi pour les élections locales. C'est un premier pas vers une citoyenneté de résidence. Ce droit est un levier essentiel pour faire reculer la xénophobie et le racisme, progresser l'égalité des droits, la démocratie et la cohésion sociale.

45 1.3 Réalité du racisme : rien n'est réglé

Les démantèlements de camps de Roms, les expulsions illégales et brutales par les forces de l'ordre, la passivité coupable des pouvoirs publics et de la police face aux exactions dont les Roms sont victimes, aux harcèlements subis par des familles Roms en région nantaise, la passivité devant le désespoir des migrants qui mettent leur vie en danger
50 comme à Calais et Lille, la passivité devant la recrudescence d'actes antisémites, islamophobes, homophobes... autant de faits scandaleux récents.

Au lendemain de l'occupation de la mosquée de Poitiers en octobre, le groupuscule "Bloc identitaire" a tenu une convention à Orange où il a pu crier des slogans comme "Vive les Blancs de l'Europe, vive notre identité, notre ethnie, notre race". A La Baule, Jean-Marie
55 Le Pen qualifie les Roms de voleurs par "nature". A Saint-Nazaire les autocollants racistes s'étalent...

Des tags comme "Islam dehors ! Ici c'est chez nous" vandalisent de nombreuses mosquées, comme près de Grenoble. Des inscriptions antisémites "Tous les juifs au four" et des croix gammées fleurissent dans la banlieue lyonnaise. Des tweets violemment
60 antisémites sont diffusés sur le thème "unbonjuif" et "unjuifmort".

1.4 Le discours raciste changé mais rien n'est réglé

Le racisme biologique a été totalement discrédité par des cataclysmes historiques comme la Shoah. L'idéologie raciste a abandonné les références au "type racial" qui tombent sous le coup de la loi et n'ont plus de justification soi-disant scientifique. Mais des systèmes de
65 justification alternatifs ont fleuri : prétendues inégalités des cultures, des religions et notamment l'Islam présenté comme une religion "intolérante". Les mots changent mais les cibles restent les mêmes.

Ce relookage a servi notamment M^{me} Le Pen dans son entreprise de banalisation du FN tout en maintenant sa lecture raciale de la société. Une partie importante de l'opinion
70 publique en vient à tolérer, sinon à justifier les actes racistes. Ainsi, le racisme et l'islamophobie trop souvent minorés continuent de gangrener la société française. Le MRAP prendra l'initiative de réflexions et d'actions pour ne pas laisser le champ libre à l'idéologie raciste.

2. Trois axes pour l'année à venir

75 Le MRAP comme les autres associations subit les difficultés liées à la stagnation de ses forces militantes, même si nous avons enregistré une légère augmentation des adhésions en 2012.

La capacité citoyenne de mobilisation sur des thèmes comme la lutte des sans-papiers, des demandeurs d'asile, contre la chasse aux Roms ne se traduit pas en engagements
80 actifs nouveaux au sein du MRAP. Il faut engager une réflexion sur l'articulation entre l'ensemble des luttes citoyennes et la lutte contre le racisme et la xénophobie,

préoccupation principale du MRAP Il faut s'interroger sur la façon de mobiliser de nouveaux militants pour avoir un regard neuf sur nos actions et être encore plus présents et actifs.

- 85 Dans la continuité du travail entrepris depuis 25 ans, pour l'année à venir, la situation, nos forces et les urgences, nous amènent à proposer 3 axes de travail :

2.1 la lutte contre les préjugés

- 90 Grâce à l'engagement permanent de Françoise, Jacques et Catherine l'éducation contre le racisme continue d'être un point central de notre lutte contre le développement des idées racistes. Le public prioritaire est le public scolaire, mais ce n'est pas le seul.

- 95 Ce travail est organisé collectivement avec des écoles, des Maisons de Quartiers, des lycées, d'autres associations ou services publics et un soutien institutionnel réel. Il est un moment important de notre action contre le racisme. Pour la 21^{ème} année, le thème proposé par le MRAP et validé sera "Etrange, étranger, étrangeté". Dans la suite de la semaine de 2012, il permettra d'aller à la découverte des hommes et des femmes immigrés avec enquête, réunion-débat, théâtre, film, ateliers pédagogiques, exposition, concours international de dessins.

Des interventions plus ponctuelles seront poursuivies, dans la logique de ce que nous faisons déjà avec le lycée Blaino, Astrolabe44, A2F, ALEC.

- 100 Cette année, notre participation à l'initiative théâtrale de l'Astrolabe 44 sera un moment important. En particulier, l'adaptation théâtrale d'Eldorado de Laurent Gaudé doit nous permettre de soutenir la réflexion et l'action sur les migrants venus du Sud.

Nous poursuivrons notre partenariat avec le snos-foot (présence sur les stades, affichage du partenariat). La demande du snos-foot est forte, notre présence demeure importante.

- 105 Les commémorations publiques (10 mai, 19 mars, 17 octobre) sont un moment de reconnaissance de la réalité historique et d'affirmation de la permanence de nos luttes contre les discriminations et pour l'amitié entre les peuples.

- 110 La publication annuelle de 3 numéros du "Pont Transcouleur" en collaboration avec le comité de Nantes se poursuivra. La réflexion sur le contenu et la forme de ce bulletin doit permettre de rendre sa publication plus efficace.

Le site web fonctionne maintenant depuis plus d'un an. Il reste à faire un bilan et à confirmer les orientations de cette indispensable vitrine.

2.2 la lutte pour les droits et la solidarité

Le MRAP reste une référence en matière de lutte contre le racisme.

- 115 **Au quotidien** le MRAP de la Région nazairienne poursuivra sa lutte permanente contre les faits et manifestations de racisme, de xénophobie et les discriminations qui leurs sont associées. Il agira pour que les victimes d'actes racistes soient écoutées et entendues et que les auteurs soient sanctionnés.

- 120 Le travail avec l'UL CGT a montré l'importance de la lutte déterminée contre la xénophobie et le racisme montants sur les lieux de travail sur un fond de chômage, de conditions de travail dégradées, de salaires menacés. Tout en poursuivant les contacts avec la CGT, nous l'élargirons en initiant des contacts avec le CCP qui pourraient ouvrir la voie à des interventions dont les contenus et les formes restent à déterminer avec les CE.

- 125 Nous n'oublions évidemment pas les droits des migrants, avec ou sans papiers, dans la continuité de ce qui se fait depuis de nombreuses années. Ce travail se fait dans deux

directions principales : l'obtention de papiers pour tous les migrants et le droit de vote et d'éligibilité pour tous les étrangers.

Avec la LDH et le collectif "votation citoyenne", nous poursuivrons la campagne pour le droit de vote et d'éligibilité de tous les étrangers aux élections locales.

130 L'UCIJ est un lieu privilégié d'action commune regroupant des citoyen-ne-s et des organisations citoyennes. La volonté commune de poursuivre le soutien aux sans-papiers, d'alerter nos concitoyens sur les dangers des politiques française et européenne, la détermination à riposter à ces politiques est devenu un incontournable local.

135 Plus généralement, l'action du comité se fera autant que possible et nécessaire avec toutes les associations luttant pour le respect des droits humains, pour l'égalité des droits, pour les libertés, pour la protection du droit à la dignité de chacun et chacune, en particulier le droit à l'exercice digne de ses croyances religieuses, avec les syndicats se battant pour les revendications des travailleurs étrangers, avec ou sans papiers.

2.3 solidarité internationale

140 En lien avec d'autres organisations (CSA, AFPS, Amnesty International...), à chaque fois que ce sera nécessaire et possible, le comité agira pour l'amitié entre les peuples.

Nous nous réjouissons de la décision historique de l'Assemblée Générale des Nations-Unis de reconnaître la Palestine comme "état non membre observateur". Mais, sur le terrain, rien n'est changé pour le peuple palestinien. L'État d'Israël ruine toute perspective
145 pour un futur état palestinien. Les gouvernements français et européens ne doivent pas se contenter de protestations verbales mais agir en sanctionnant l'État d'Israël. Nous sommes solidaires du peuple palestinien et de sa résistance, des arabes et des bédouins considérés comme des citoyens de seconde zone, des pacifistes israéliens. Nous participerons aux actions pour mettre fin au blocus de Gaza, nous soutenons l'initiative
150 BDS.

La guerre civile sévit en Syrie. La solidarité avec la population syrienne exige l'arrêt immédiat des exactions, crimes et massacres à l'encontre des populations civiles perpétrés par Bachar Al Assad et son régime, et la construction d'une alternative démocratique excluant toute ingérence de puissances étrangères.

155 Vingt-quatre militants sahraouis ont été lourdement condamnés par un tribunal militaire marocain. Ce procès doit être annulé et les militants libérés. Les résolutions de l'ONU doivent être mises en œuvre. Le référendum d'autodétermination du peuple saharoui doit être organisé rapidement.

Nous assurons le peuple malien de notre solidarité. Il faut, dès que possible permettre au
160 Mali d'accéder aux conditions économiques, sociales et politiques de sa souveraineté. Il faut mettre, en particulier, un terme à la politique de la "Françafrique". L'intervention de l'armée française a suspendu les exactions des groupes armés dits "islamistes", mais on ne peut ignorer ni les visées sur les ressources minières, ni le poids de la dette, ni les politiques d'ajustement structurel. L'avenir du Mali et de la région passe par d'autres
165 politiques.

**Dénonciation du racisme en toute circonstance, déconstruction des stéréotypes racistes, lutte contre tous les préjugés, vigilance extrême sur l'égalité des droits pour tous, sans distinction devant la loi, exigence du respect d'égale dignité de la personne humaine : voilà les terrains que nous devons occuper pour ne pas laisser
170 le champ libre au racisme.**